



Comité Toulon Provence Corse

Toulon, le 13 mars 2020

FICHE DOCUMENTAIRE IFM n°1/20

Objet : La Russie, puissance méditerranéenne

*
* *

A la fin du mois de février de cette année, deux frégates et un navire amphibie de la Marine russe franchissaient le Bosphore et les Dardanelles pour pénétrer en Méditerranée et se diriger vers les côtes syriennes. Un non-événement en soi, d'autant que la Convention de Montreux (juillet 1936), si elle règlemente sévèrement le transit des navires de guerre dans les détroits, autorise leur libre circulation s'ils appartiennent à une puissance riveraine de la Mer Noire, sous réserve toutefois d'une notification préalable à la Turquie.

Ce que les médias intitulent pompeusement « *Le retour de la Russie en Méditerranée* » n'est en fait qu'un des aspects de la poursuite de la politique affichée par Vladimir Poutine dès son accession au pouvoir au tout début des années 2000, dans son désir de redonner à son pays une place prépondérante dans le concert des nations, qu'elle avait en partie perdue avec l'effondrement de l'empire soviétique en décembre 1991.

La place très particulière occupée par la Méditerranée dans la géopolitique russe est en outre bien loin d'être une nouveauté puisqu'elle était déjà un souci majeur des souverains russes depuis Pierre le Grand et Catherine II.

Mais le passage récent de ces trois bâtiments par les détroits turcs nous a paru une opportunité à saisir pour tenter de voir pourquoi et comment notre grande voisine est toujours et depuis longtemps une puissance méditerranéenne.

Histoire et géographie

La Russie des tsars puis l'URSS ont toujours entretenu une relation étroite avec la Méditerranée, ce lien particulier remonte à la rivalité avec l'Empire Byzantin pour le contrôle des détroits du Bosphore et des Dardanelles.

Dès 1453, alors que l'Empire romain d'Orient et les chrétiens orthodoxes viennent de perdre Constantinople au profit des Ottomans, la Russie tsariste et orthodoxe ambitionne de reprendre la ville sainte. C'est ce qui servira de prétexte à une politique d'expansion en Méditerranée orientale aux XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècles. Par ses victoires navales contre l'Empire Ottoman à Tchesmé (1770) et Patras (1772) puis à Navarin (1827), la Russie s'assure le contrôle de la Mer Noire - qu'elle concrétise par l'annexion de la Crimée en 1783 et la création du port et de la base

navale de Sébastopol - et s'ouvre un accès stratégique vers le Sud, la Méditerranée et les mers dites chaudes.

Le contrôle des détroits turcs était l'un des points clés de la politique de Moscou et l'URSS soutiendra qu'elle est un pays méditerranéen, puisque la Mer Noire qu'elle contrôle est une « dépendance » de la Méditerranée.

Par ailleurs, la Russie entretient des relations privilégiées avec les peuples musulmans. A cet égard, conservons en mémoire que le Caucase - qui deviendra russe au XVIII^{ème} siècle - a été en partie sous l'influence du Califat islamique et de son calife Uthman dès le VII^{ème} siècle, et que les arabes de religion musulmane y ont fait souche.

La géostratégie russe

Lorsqu'on examine une carte de la Russie on constate que si le plus grand pays du monde en superficie (avec près de 40.000 km de littoral !) est baigné par trois océans et douze mers, dont quatre ouvertes, l'accès aux eaux libres n'est pas garanti toute l'année en raison de la présence de glace pendant la saison froide, sauf à considérer la Mer Noire au sud et, dans une moindre mesure, la Mer Baltique au nord. On comprend dès lors que pour les dirigeants russes stratégie et doctrine maritime ne font qu'un.

A la fin du XVII^{ème} siècle, sous le règne de Pierre le Grand (1672-1725), la Baltique est une mer suédoise et la Mer Noire est contrôlée par l'Empire Ottoman. De plus la navigation au nord, en Océan Arctique, est d'autant plus limitée que l'invention du brise-glace n'interviendra qu'en 1864. La Russie n'a donc pas accès aux eaux libres toute l'année et, notamment, à ses voisins européens qu'elle ne peut atteindre que par la Mer du Nord en été et seulement par les routes continentales en hiver.

Le tsar va dès lors se fixer trois objectifs : pouvoir user librement de la Baltique, accéder à la Mer Noire et étendre son empire vers le Sud (surtout le Golfe Persique et l'Océan Indien).

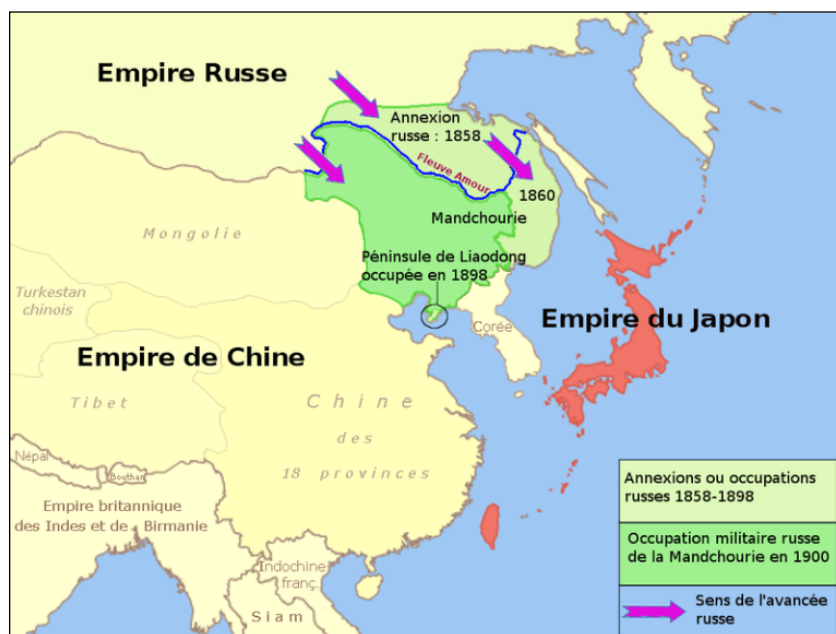
Il parvient à son premier objectif après plus de vingt années de guerre (1700-1721) contre la Suède, avec l'aide du Danemark et de la Pologne. Par le traité de Nystad, qui met fin à la « grande guerre du nord », il obtient la cession des côtes de la Mer Baltique jusqu'à la frontière finlandaise. Il va annexer par ailleurs la province du Kamtchatka, ce qui lui offrira un accès à la mer libre et à l'Océan Pacifique quatre mois par an, mais bien loin de Moscou, à Petropavlovsk, à l'autre extrémité de son empire.

Le deuxième objectif ne sera atteint qu'avec l'impératrice Catherine II (1729-1796), lorsqu'à l'issue de leur victoire contre les Turcs, les Russes occupent la Crimée en 1771 et obtiennent un accès à la Mer Noire, entériné par le traité de Kutchuk-Kaïnardji en 1774. Ce traité reconnaît dans les faits le protectorat russe sur tout le pourtour de la Mer d'Azov.

Les hostilités avec l'Empire Ottoman reprendront à l'automne 1787, suite à l'annexion officielle de la Crimée par la Russie en avril 1783 ; elles prendront fin avec le traité de Jassy en janvier 1792, par lequel les Ottomans reconnaissent l'annexion de la Crimée. Mais le Bosphore et les Dardanelles restent sous contrôle turc.

Il y aura de nouveaux affrontements entre 1806 et 1812, puis en 1828-1829, lorsque le tsar Nicolas I^{er} décide de soutenir la révolte des Grecs contre l'Empire Ottoman.

Mais les ambitions expansionnistes affichées par le Tsar Alexandre II vont, pour un temps, conduire à l'abandon du troisième objectif de Pierre le Grand. Une coalition formée de la France, de la Grande Bretagne et de l'Empire Ottoman va s'opposer aux prétentions de l'Empire russe. Le conflit, connu sous le nom de Guerre de Crimée, durera 3 années, de 1853 à 1856, et le traité de Paris en 1856 consacrera la défaite de la Russie qui, voyant s'éloigner son rêve de contrôle des détroits, va se tourner vers l'Est et sécuriser son accès vers l'Océan Pacifique en faisant de



La Mandchourie

Vladivostok une ville et un port russe après avoir acquis la province maritime par le traité d'Aigun avec la Chine impériale en 1858. Ce traité est en fait une révision du traité de paix de Nertchinsk, conclu en 1689 avec la dynastie mandchoue Qing, par lequel la Russie renonçait à l'accès à la Mer du Japon ! ... Cet accord sera entériné par la Convention de Pékin en octobre 1860, signée par l'Empire chinois et les trois principales puissances européennes, la France, le Royaume Uni et la Russie.

Mais revenons au grand dessein de Pierre le Grand, car, malgré les avancées de ses successeurs, qui ouvrent l'accès à l'Océan Pacifique, il reste à trouver une route maritime vers la Méditerranée et au delà. Dans cette perspective, la Mer Noire représente un intérêt stratégique et vital pour la Russie, le libre franchissement des détroits demeurant un obstacle à l'ouverture vers le Sud.

On a vu que la situation ne s'éclaircira qu'avec la Convention de Montreux en 1936.

Entre temps Catherine II s'applique en 1780 à recréer un empire chrétien orthodoxe d'Orient, puis un peu plus tard Alexandre II, après l'échec de la Guerre de Crimée, décide de créer une mission russe à Jérusalem, étendant ses activités sur la Jordanie, le Liban et la Syrie. On voit dès lors l'implication historique de la Russie dans la politique de la Méditerranée orientale et le Moyen Orient.

Mentionnons enfin pour mémoire l'accord secret Sykes-Picot-Sazonov de 1916 qui organisait le partage des terres ottomanes, par lequel la France prenait la Syrie et le Liban, la Grande-Bretagne l'Irak (et le pétrole...) et la Russie tsariste le contrôle total de la Mer Noire avec Constantinople en prime. Mais ces investissements territoriaux ne figuraient pas au programme des Bolcheviks en octobre 1917... L'accord, dénoncé dans la Pravda de novembre 1917, fut déclaré nul à la Conférence de Paris de 1920, qui mettait un terme à la première guerre mondiale.

Il était donc logique que l'URSS de Staline soutienne qu'elle était un pays méditerranéen, la Mer Noire, qu'elle contrôlait, n'étant à ses yeux qu'une prolongation de la Méditerranée. Et on se souviendra aussi que lors du soulèvement de Méhémet Ali contre les Ottomans en Egypte en 1804, le Chancelier du tsar Nicolas 1^{er} déclarait déjà : « *La grandeur de la Russie exige qu'elle parle la première chaque fois qu'il s'agit du destin l'Orient* ». Déclaration que Staline aurait pu faire sienne, comme d'ailleurs Vladimir Poutine aujourd'hui.

Plus proche de nous et à y bien regarder, l'annexion par la Russie au printemps 2014 de la province ukrainienne de Crimée participe de cette même stratégie initiée par les tsars et reprise à son compte par le Président Poutine. Et même si la légitimité de ce rattachement autoritaire reste discutable, on se souviendra que la Crimée était une république indépendante au sein de l'URSS de 1921 à 1945, jusqu'à ce que Staline intervienne. L'indépendance est rétablie en 1991, puis à l'été 1992 la Crimée se constitue de nouveau en république autonome, au sein de l'Ukraine. L'annexion de la Crimée redéfinit la carte régionale et renforce le glacis protecteur sur la périphérie de la Russie. Elle lui offre un « droit de regard » accru sur la Turquie et elle conforte le statut définitif de Sébastopol, port militaire russe majeur sur la Mer Noire. Elle transforme en outre la Mer d'Azov en mer intérieure russe, asphyxiant au passage deux ports ukrainiens qui concurrencent le trafic russe, Marioupol et Berdiansk. N'oublions pas également que l'annexion de la péninsule offre l'accès aux vastes ressources pétrolières et gazières de sa zone économique en Mer Noire, qui représenteraient entre 4.000 et 13.000 milliards de mètres cubes de gaz. Enfin elle permet à Moscou de récupérer un accès officiel et national à un « hub » logistique et commercial vers la Méditerranée et l'Océan Indien, par lequel transite près d'un tiers de son trafic maritime.



La Russie méditerranéenne

La Russie du XX^{ème} siècle a été largement présente sur les rives de la Méditerranée.

Dès la Conférence de Yalta en 1945, Staline, confirmant le tropisme méditerranéen des tsars, revendiquait la tutelle de la Lybie, colonie de l'Italie vaincue, avec le projet d'y installer une base navale ; elle lui est refusée. L'URSS va ensuite jouer un rôle déterminant dans la création de l'Etat d'Israël en 1947. Quelques années plus tard, en 1955, profitant des hésitations de Washington, Moscou va apporter son aide financière au Président égyptien Nasser pour la construction du barrage d'Assouan et renforcer ainsi sa présence dans le pays le plus important du monde arabe. L'année suivante, en 1956, l'URSS s'entend avec les Etats-Unis pour imposer le retrait des troupes françaises, anglaises et israéliennes de la zone du Canal de Suez, que Nasser a décidé de nationaliser. L'URSS renforce encore sa présence au Moyen-Orient.

Ce sera le cas une fois encore en juin 1967, à l'issue de la guerre dite des « Six jours », où une URSS toujours opportuniste, avec l'accord tacite des Etats-Unis, va prendre en charge la reconstruction des armées égyptienne et syriennes, et envoyer 50.000 « conseillers militaires » au Caire. La situation perdurera jusqu'en 1972, peu après l'arrivée d'Anouar el-Sadate au pouvoir.



La dissolution de l'URSS en 1991 va marquer le début, pour une décennie, de l'absence de Moscou sur la scène moyenne-orientale. Puis le Président Poutine va relancer la politique russe au Proche-Orient en invitant le Président syrien Bachar-al-Assad à Moscou en 2003. Il efface à l'occasion la dette syrienne et signe de nouveaux contrats d'armement. Et surtout, plus important, il conforte l'usage pour ses navires et ses avions des ports de Tartous (où la Russie avait déjà une petite base navale depuis 1971) et Lattaquié, ce qui lui offre en outre un relais stratégique entre Sébastopol et le canal de Suez.

Conclusion

On perçoit bien que la politique actuelle de Moscou en Méditerranée s'inscrit dans la continuité de la stratégie développée par les souverains russes depuis cinq siècles et qu'elle est dictée par l'exigence incontournable de la géographie. De plus, outre les contraintes d'accès aux eaux libres que nous avons largement évoquées, cette politique de déploiement vers le Sud et le Moyen-Orient a été pratiquement imposée depuis la fin de la seconde guerre mondiale par la réalité géopolitique de la présence du géant chinois à l'Est et d'une Europe soudée autour de l'OTAN à l'Ouest.

Avec l'arrivée au pouvoir du Président Poutine, il y a vingt ans, la Russie s'est peu à peu de nouveau imposée comme une nation majeure sur l'échiquier mondial. Son économie, fondée sur ses exportations énergétiques et son agriculture, reste très dépendante de ses ports et donc de la mer. Et on comprend l'intérêt majeur désormais présenté par l'ouverture des routes arctiques, même si à ce jour leur usage reste marginal.

Enfin, la présence russe en Méditerranée, cette mer qui « *concentre toutes les stratégies concurrentielles* », s'impose comme une évidence à une nation qui entend jouer les premiers rôles aux côtés des ténors de la planète que sont les Etats-Unis et la Chine.

La Russie du XXI^{ème} siècle est bien, et pour longtemps, une puissance méditerranéenne.